BILLET DES SOCIALISTES DE LA COMMISSION DES FINANCES

APRÈS LES LÉGISLATIVES ANTICIPÉES, UNE EXIGENCE DE JUSTICE FISCALE

Les élections législatives sont venues souligner un échec, celui de la politique de l'offre et du désarmement fiscal qui ont excessivement accru la dette publique sans suffisamment relancer la croissance. Dans cette nouvelle législature, il est vraiment temps de changer de politique et de remettre la justice fiscale au cœur des décisions budgétaires.

Il ne s'agit en aucun cas d'augmenter les impôts de la classe moyenne et des plus modestes, comme la caricature du programme du NFP faite par la droite le laisse croire, mais de faire contribuer davantage les plus aisés, les grandes entreprises réalisant des bénéfices importants et les revenus du capital aujourd'hui beaucoup moins imposés que ceux du travail.

Voilà pourquoi la gauche propose plusieurs mesures, telles que la suppression de la *flat tax*, la remise en place de l'*exit tax* ou l'augmentation des frais de successions sur les héritages les plus conséquents. Mais surtout, il est indispensable et prioritaire d'instaurer les éléments de justice fiscale les plus attendus par les Françaises et les Français : la taxation des super-profits des multinationales, tel que nous l'avons défendue sans relâche depuis la sortie de la crise sanitaire ; un impôt sur la fortune (ISF), qui permette la contribution des plus gros patrimoines, consistant à un ISF repensé et verdi, comme le recommande le rapport Pisani – Mahfouz.

Alors que notre pays est politiquement au pied du mur, qu'il doit faire face à la dette budgétaire comme à la dette écologique et que les défis à relever pour nos services publics sont immenses, alors que les Françaises et les Français ont exprimé leur volonté de justice en plaçant la gauche en tête des blocs représentés à l'Assemblée nationale, les conditions sont réunies pour répondre enfin à l'exigence d'équité devant l'impôt et tourner la page de 7 ans de « présidence des riches ».

Rémi Féraud, sénateur de Paris